

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

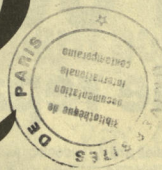
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JUIN 1991

N° 832

10,00 F



CHÔMAGE, MAL-VIVRE DES BANLIEUES, POLITICIENS...

Les mauvais jours finiront !

Dix ans de règne pour François Mitterrand et presque autant de pouvoir « socialiste », si l'on excepte deux années de cohabitation gauche-droite, pour quels résultats ?

Sébastien Basson dresse un réquisitoire sans appel contre ces dix années.

A propos de ce qu'ils appellent pudiquement le « malaise des banlieues », les politiciens ne sont pas avares de petites phrases ni de grands discours. Le grand maître en la matière, c'est Tonton, lui-même, qu'on a entendu, après la mort d'Aïssa, débiter des vérités premières à propos de ces banlieues « où s'accumulent tant de désordre et de laideur » et où les jeunes « éprouvent de grandes difficultés à trouver un emploi » (1).

Qu'est-ce que vous voulez ajouter à une analyse aussi profonde ? Mais qui donc est responsable de ces laideurs, et de ces difficultés à trouver un emploi ?

Qui est responsable de cette nouvelle montée du chômage depuis le début de l'année - cent mille demandeurs d'emplois de plus, officiellement enregistrés ! Combien à la fin de l'année ?

Cinq cents mille jeunes de moins de 25 ans sont sans emploi. Qui est responsable ?

Quatre-vingt pour cent de jeunes chômeurs de longue durée ne sont pas indemnisés ni 50% des chômeurs d'âge moyen de longue durée. C'est aussi le cas de 18% de ceux de plus de 50 ans. Qui est responsable ?

Il n'y a rien, bien sûr, Mauroy et Bérégoz qui, en 1983, avec la bénédiction de Tonton, réduisirent, en montant et en durcissant, les allocations des chômeurs, créant ce que l'on appela alors les « nouveaux pauvres ».

Des responsables, on n'en trouve pas. Les politiciens qui vous promettent la lune avant les élections proclament, la main sur le cœur et avec des trémolos dans la voix, que tous ces drames leur causent beaucoup de peine mais qu'il n'y a rien, que le chômage est, pour ainsi dire, une calamité aussi naturelle qu'inévitable. Et puis ce n'est pas eux qui créent les emplois mais les entreprises.

De leur côté, les patrons pleurent : les charges sont trop lourdes et la conjoncture est médiocre. Bon sang mais c'est bien sûr : le coupable, c'est la conjoncture !

On vous le dit : politiciens et patrons, tous innocents. Tous impuissants ! Mais voici qu'on vient de trouver une explication géniale : c'est le système éducatif, c'est l'école qui apparaît comme un des principaux responsables du « malaise des banlieues », du chômage des jeunes (et celui des vieux, alors ?). La formation n'est pas adaptée aux besoins des entreprises.

(suite p. 4)

Théâtre de Dix Heures
Elisabeth
Minirécital le dimanche 23 juin à 17 h
Entrée libre
Théâtre de Dix Heures, 36, bd. Clichy (M° Pigalle), 75018 Paris



Les « gueules noires » entrent la mine. © AFP

POUR L'ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS DE PEKIN...

Retour en Chine

Quand l'agitation sociale sème le trouble parmi l'élite

« Retour en Chine » se termine. Dans ce dernier article, Charles Reeve expose les divergences qui se firent jour dans les rangs du mouvement protestataire du Printemps de Pékin.

C'EST au cours des derniers jours du Printemps de Pékin, que l'Etat communiste a pu craindre le pire. Tout se passa très vite. L'affrontement entre le peuple et l'armée ne pu être évité. Il risquait d'embraser les quartiers périphériques et de s'étendre jusqu'aux portes des grandes usines, encerclées par l'armée (1). Du fait que les médias étaient centrés sur Tian-an-Men, il y eut peu d'information sur la révolte dans ces zones urbaines (2). Néanmoins, quelques témoins ont remarqué : « ... la tolérance relative du régime envers les étudiants et sa terreur du soulèvement de la classe ouvrière, qui menaçait de transformer le mouvement dans une insurrection ouverte » (3).

Comme nous l'avons déjà souligné, le peuple de Pékin s'est mis en mouvement à partir du moment où échouèrent les négociations entre les étudiants et le gouvernement et que cet échec entraîna

la grève de la faim sur la place Tian-an-Men. Ce soutien aux étudiants n'est pas resté passif et des désaccords se sont manifestés rapidement (tout particulièrement sur l'attitude à adopter envers le pouvoir d'Etat communiste). Les dirigeants estudiantins, issus de la nomenklatura, raisonnaient en politiques, étaient prisonniers de leur projet de réforme du Parti et de l'Etat. Ils ne pouvaient pas voir l'armée comme une

« Le peuple de Pékin s'est mis en mouvement à partir du moment où échouèrent les négociations entre les étudiants et le gouvernement... »

institution foncièrement répressive. De leur côté, les citoyens avaient une autre connaissance du pouvoir. Ils le percevaient comme une forme rigide et autoritaire. Ils critiquaient l'option « pacifiste » des étudiants comme inconsistante, et considéraient qu'elle déboucherait inévitablement sur la catastrophe. Ils ne se trompèrent pas. Chai Ling, une des dirigeantes estudiantines raconte : « Beaucoup de camarades, d'ouvriers et de citoyens sont venus à notre quartier géné-

ral pour nous soutenir, au point où nous en étions arrivés, ... fallait prendre les armes. Les garçons étaient très agités et nous, les camarades du quartier général, nous leur avons dit : nous sommes pour des revendications pacifiques et le principe suprême du pacifisme, c'est le sacrifice » (4). Mais les ouvriers et les laobaixing ne se limitèrent pas à le dire. Et leurs actions prouvèrent qu'ils étaient conscients que l'affrontement se préparait. Jour après jour, ce désaccord se précisa. On peut en donner quelques exemples : les citoyens prenaient des armes aux soldats alors que les étudiants les récupéraient et les rendaient aux autorités (ils poussèrent même leur naïveté pacifiste jusqu'à demander des « reçus ») (5). Les citoyens s'attaquaient à l'armée alors que les étudiants protégeaient les soldats et les gradés de la furie populaire (6). Il y eut, enfin, ces trois jeunes gens qui, le 23 mai, aspergèrent de peinture le portrait géant de Mao. La réaction des chefs estudiantins ne se fit pas attendre, montrant bien le fossé qui les séparait des citoyens les plus radicaux. Leur pacifisme disparu, ils se transformèrent en appendice de l'Etat. Ces jeunes furent capturés par les étudiants : « Interrogés deux heures durant puis livrés à la police » (7). On peut imaginer ce qu'ils sont devenus.

(suite p. 6)

EDITORIAL

Mantes-la-Jolie fait encore parler d'elle ! Dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 juin, un rodéo meurtrier s'est déroulé dans la cité du Val-Fourré. Bilan de la nuit : 2 morts ! Les victimes : une femme flic, renversée par le conducteur d'une voiture volée et un jeune Algérien, tué par un policier. Pendant que sous les lambris « nos » ministres et parlementaires débattent du sexe des anges, les chiffres meurtriers d'un quotidien banalement triste et assassin continuent à tomber comme autant de couperets. Combien faudra-t-il de morts pour que l'on s'occupe enfin du sort des banlieues et de ses habitants ?

La question posée, il faut bien se rendre compte que rien n'est à attendre du pouvoir. A chacun de s'investir pour l'amélioration de son quotidien. Facile à dire, pas facile à faire ! La banlieue a depuis longtemps pris des allures de ghetto. La méfiance est de mise lorsque, venus du dehors, certains s'emploient à prêcher l'unité des banlieusards face à l'adversité. SOS-Racisme, France-Plus, les JALB ont tenté successivement d'investir le terrain. A chaque fois, les grosses ou petites cavaleries ont connu des difficultés. Reste à s'activer au sein même de sa cité, sans aucun bruit médiatique. La tâche sera longue, car on ne balaye pas vingt ans d'une politique de la ville décadente en l'espace de quelques mois.

Au-delà de phrases toutes faites sur la révolution en devenir, que peuvent apporter aux jeunes des banlieues les révolutionnaires ? Les situations qui s'offrent aux libertaires les interpellent. Cités, quartiers, villes... doivent faire l'objet d'une réflexion doublée d'action. L'action, ne la laissons pas conduire par les fascistes qui, sous prétexte de mal-vivre, tentent de dresser Français et immigrés les uns contre les autres. L'action, ne la laissons pas aux politiciens, dont la politique anti-sociale de ces dernières années donne les résultats que l'on sait.

A de traditionnelles campagnes de sensibilisation (antimilitarisme, féminisme, anticléricalisme...), les libertaires ont à développer leurs propositions pour une ville - la commune autogérée - échappant à l'ardeur boulimique des promoteurs immobiliers, véritables décideurs en matière de politique urbaine, et des maires, leurs pantins ou complices.

**A l'occasion
de son passage
au TLP-Dejazet...
interview de
François Béranger
P.7**

T 2137 - 832 - 10.00 F



F°P. 2520

La confirmation fasciste

L'inégale répartition géographique du Front national

En prévision de l'agitation antifasciste qui ne manquera pas d'être menée par la gauche comme par la droite lors des prochains scrutins, il convient d'évaluer correctement le poids électoral du Front national afin d'en tirer les conséquences. Pour cela, il faut prendre en compte l'abstentionnisme dans l'analyse des résultats. En effet, l'abstention n'est pratiquement pas considérée comme phénomène politique profond et n'est pas, en tous cas, retenue dans la comptabilisation des suffrages, ce qui fausse considérablement la valeur réelle des consultations. Oubli d'autant plus symptomatique et inquiétant que l'abstentionnisme ne cesse de grandir en France : les commentateurs considèrent de moins en moins un phénomène qui prend de plus en plus d'importance. Il est vrai que déclarer haut et fort qu'un candidat n'est désormais élu que par moins de 20 % des citoyens met à mal un système qui repose précisément sur le principe de la souveraineté populaire. Pourtant, l'abstentionnisme est une position politique, consciemment ou inconsciemment élaborée. Elle est une expression sociale, celle des couches populaires comme le révèle, parmi d'autres, le cas nantais (1).

L'intégration systématique de l'abstention dans le calcul des résultats électoraux et dans l'analyse qui en découle permet de remettre à leur juste place les notions de victoire électorale, la légitimité ou le soutien populaire que les gagnants prétendent en retirer et de ré-évaluer le rôle, sinon le choix, des abstentionnistes eux-mêmes, les nouveaux pestiférés de la société orwellienne. Sur le plan de la science politique, elle apporte un éclairage nouveau et souvent décisif sur les comportements et les évolutions politiques. Un autre de ses aspects consiste à prendre en compte le nombre absolu des suffrages, et non plus les pourcentages, ce qui donne d'intéressantes informations. Le Front national recueille à peine 80 000 voix en 1981 mais plus de deux millions trois ans plus tard, en 1984 ; il double ce chiffre lors de la présidentielle de 1988, soit quatre millions, puis se tasse pour plafonner autour de deux millions en 1988 et en 1989. Enfin, pour éviter une analyse trop socio-

idéologique qui réduirait le vote au simple reflet d'une situation sociale ou qui l'assimilerait à un choix d'idées ou de mode, il est indispensable de géographiser les suffrages comme les abstentions. Cela permet de comprendre que les phénomènes électoraux correspondent à des espaces bien définis et à des réalités régionales précises. Méthode qui fit preuve d'un certain succès dans d'autres domaines grâce aux travaux d'Hervé Le Bras et d'Emmanuel Todd (2).

Premier constat de cette approche au niveau départemental : la géographie de l'électorat lepéniste correspond à la géographie de l'abstention, à deux exceptions près, celle de l'Ouest, où le Front national est beaucoup moins bien implanté qu'ailleurs, tandis que certains départements comme la Manche, la Loire-Atlantique ou la Charente-Maritime sont caractérisés par une forte abstention, et celle du Nord où la situation est inverse : FN fort, abstention faible. Mais dans les quatre régions autres que le Nord où les voix lepénistes sont nombreuses - la région parisienne, l'Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes

et le Languedoc-Roussillon - la situation est inverse : FN fort, abstention faible. Mais dans les quatre régions autres que le Nord où les voix lepénistes sont nombreuses - la région parisienne, l'Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes

et le Languedoc-Roussillon - la situation est inverse : FN fort, abstention faible. Mais dans les quatre régions autres que le Nord où les voix lepénistes sont nombreuses - la région parisienne, l'Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes

« A Paris, l'importance de la communauté maghrébine en particulier n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante du vote Le Pen. »

et le littoral méditerranéen - la corrélation Le Pen-abstention est indéniable. Elle suggère un retrait abstentionniste de l'électorat qui vote habituellement à gauche au profit d'un électorat de droite qui se mobilise sur son extrême.

La double composition sociologique de l'électorat du Front national évaluée par enquêtes confirme cette hypothèse : d'une part, des membres des classes moyennes traditionnelles (artisans, petits commerçants, petits patrons) qui, effrayés ou aigris par l'arrivée du Parti socialiste au pouvoir, se sont radicalisés ; d'autre part, des salariés cadres ou prolétaires qui votaient à gauche ou à droite et qui se sont mis à voter pour le

vote lepéniste n'est que faiblement corrélé avec la présence immigrée ou avec un taux de chômage important, autre thème favori de la propagande lepéniste, mais que l'on observe par contre un rapport avec la mobili-

« A part certaines exceptions, comme dans la région marseillaise ou à Dreux, ce sont d'abord les quartiers bourgeois qui votent Le Pen et non les quartiers prolétaires. »

té sociale. « Or le bilan migratoire n'est jamais corrélé pas plus positivement que négativement, avec les résultats obtenus par les diverses autres formations politiques, et ce, quelle que soit la catégorie des communes concernées. Est-il déraisonnable de penser que la migration, à longue comme à courte distance, comporte un risque même lorsqu'elle est soigneusement préparée, et que ce risque se mue bientôt en un mécontentement s'exprimant vite par un vote favorable à celui des partis extrêmes qui est le plus éloigné de l'exercice du pouvoir ? » Interrogé avec raison les auteurs de l'enquête (8). C'est dans les communes en voie d'urbanisation rapide que l'on retrouve les plus importantes proportions de voix lepénistes... et d'abstentions, zones où le noyau d'anciens partisans « reçoit le renfort de migrants qui sont souvent les laissés pour compte de la modernisation, ainsi que les "déçus" de la gestion de l'Etat par les représentants des partis de gauche ». Dans les quartiers populaires du nord-est parisien qui votent traditionnellement à gauche, la progression du vote lepéniste est forte aux législatives de 1986 comparativement aux scrutins précédents, mais celle des abstentions l'est aussi.

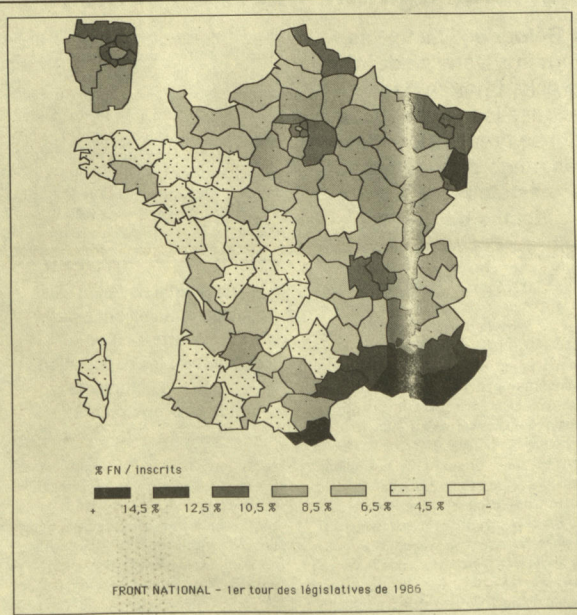
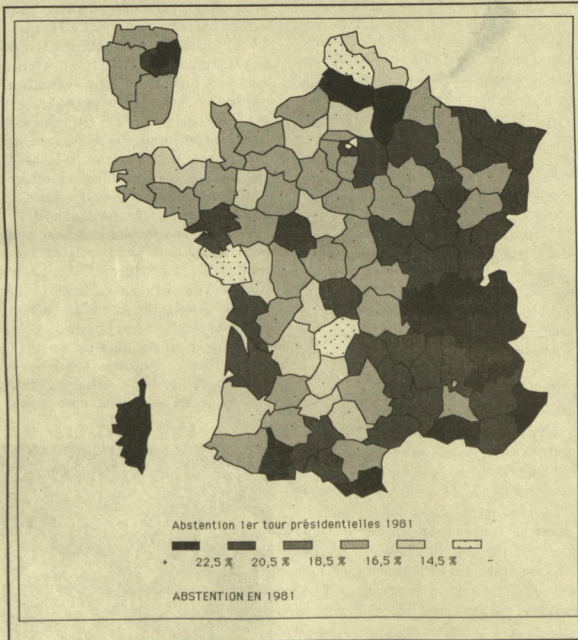
A part certaines exceptions, comme dans la région marseillaise ou à Dreux, ce sont d'abord les quartiers bourgeois qui votent Le Pen et non les quartiers prolétaires. Le déclin du Parti communiste se traduit par un glissement d'une partie de son électorat vers le Parti socialiste et, surtout, vers l'abstention.

Les ouvriers sont proportionnellement sous-représentés au sein de l'électorat lepéniste mais ils sont plus nombreux que pour les partis de la droite classique, d'où le caractère populiste du Front national. Il faut donc rectifier l'une des erreurs les plus courantes qui consiste à créditer électoralement le Front national de la perte des voix du Parti communiste. Lors des récentes consultations électorales, les européennes de 1984, les législatives de 1986, les présidentielles de 1988 et les municipales de 1989, certains commentateurs se sont laissés aller à formuler des équations rapides du type vase communicant : Front national + 10 % des voix, Parti communiste - 10 % = passage des suffrages de l'un à l'autre. Il va sans dire que ces interprétations ne sont pas neutres et qu'elles ressortent à une orientation politique précise, celle des sociaux-démocrates ou des conservateurs classiques qui, pour des raisons diverses, souhaitent - et ont toujours souhaité - le déclin du Parti communiste à travers ce qu'il représente encore souvent : l'organisation de la classe ouvrière. Mais les enquêtes révèlent que l'appoint communiste des électeurs du Front national est quasi nul.

Dans l'ensemble, l'électorat lepéniste est jeune et masculin, ce qui le rapproche de la sociologie traditionnelle des partis de droite. La corrélation avec les messalisants est faible, ce qui l'en éloigne, à l'exception de l'Alsace-Lorraine et, dans une moindre mesure, du Nord et de la Loire. Le vote ultra-droite est celui d'une population qui refuse toute altérité, l'Autre, l'Etranger ou le Changement, au titre de l'évolution même de son environnement : urbanisation, déstabilisation de la vie individuelle et collective, replis sur des valeurs radicales mais non révolutionnaires. Bref, c'est le vote réactionnaire par essence et le Front national joue sur ce registre. Il promulgue aussi bien l'individualisme de type fasciste que le fonctionnement tribal façonné sur le principe des gangs et des chefs de bande. Il organise l'intégrisme social, la guerre de quelques uns contre tous. Son ralliement au libéralisme devient le nouveau moyen de son projet d'exclusions, d'atomisation sociale.

Philippe Pelletier

(prochain article : « Le virage du Golfe »)



- (1) Penef Jean, « Abstention ouvrière, participation bourgeoise aux élections à Nantes en 1977 et 1978 », *Le mouvement social*, 115, p. 1-12 (1981).
- (2) Le Bras Hervé et Todd Emmanuel (1981), *L'invention de la France*. L.G.F., Pluriel, 514 p. ; Todd Emmanuel, *La nouvelle France*. Paris, Le Seuil, Points Politique, 288 p. (1988).
- (3) Bihl Alain (1990), Les deux électorats du Front national - analyse sociologique et politique. *Noir et Rouge* 16/17 et *Reflex* 2/29, dossier « Antifasciste pourquoi ? », p. 21-26.
- (4) Mayer Nonna, « De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris », *Revue française de science politique*, 37-6, p. 891-906, (1987).
- (5) Brechon Pierre, « Le Front national en France », *Economie et humanisme*, 317, avril-juin, p. 61-77, (1991).
- (6) Ivaldi Gilles, « Le Front national dans le département de l'Isère ». Mémoire de diplôme, IEP Grenoble, 239 p. (1988).
- (7) Bon F. et Cheylan J.-P., *La France qui vote*, Pluriel (1988).
- (8) Bernard Marie-Claire et Carrière Pierre, Mobilité démographique et comportement électoral - le Front national en Languedoc-Roussillon aux Européennes de 1984. *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, 20-1, p. 81-99 (1986).

REPRESSION SENATORIALE CONTRE LES HOMOSEXUELS

Colère noire chez les Flamands Roses !

Après l'interpellation, lors de la journée commémorative du 8 mai, de deux animateurs de l'association homosexuelle « Les Flamands roses », de nouvelles dispositions viennent troubler la quiétude des tenants de l'expres-

ALORS qu'aujourd'hui, on fête les dix ans de pouvoir de François Mitterrand, ce n'est pas la fête, et loin de là, des homosexuels et des lesbiennes.

Alors que le Parti socialiste placarde sur nos murs « 10 ans qu'on sème », il faut bien reconnaître, qu'en matière de reconnaissance de l'identité homosexuelle, la récolte est encore bien maigre.

Car, comment comprendre que lorsqu'il s'agit de perpétuer et d'honorer le souvenir des 500 000 homosexuels déportés pendant la Seconde Guerre mondiale, par un dépôt de gerbe le jour du souvenir au monument des déportés le 28 avril dernier, comment comprendre que les

représentants du Groupe d'expression gay et lesbienne se fassent interpellier par la police ?

Pierre Mauroy était présent à cette cérémonie. Pourtant, ni le Parti socialiste ni la Mairie de Lille n'ont jugé bon, pour l'instant, de témoigner leur soutien aux Flamands Roses.

Oui, l'on peut se demander ce que l'on a semé, si ce n'est des effets de tribune, puisqu'au dernier congrès de Rennes, des pétitions de principe en faveur de l'égalité des droits, ont été signées par le premier secrétaire du Parti socialiste.

Simplement aujourd'hui, les homosexuels ne veulent plus se contenter de mots.

Car certaines tendances liberticides, qui s'expriment notamment au Sénat se font de plus en plus préoccupantes.

Un amendement scandaleux vient d'y être voté, qui reconnaît l'homosexualité comme circonstance aggravante dans les affaires de viol. Est-il moins grave de violer une femme que de violer un homme ? Ce type de distingo relève purement et simplement de la discrimination sexiste.

Une démarche liberticide

D'autre part, un deuxième amendement vise à réintroduire l'inégalité entre homosexuels et hétérosexuels devant la loi, en rétablissant le « délit d'homosexualité » aboli en 1982. Cet alinéa 2 de l'article 331 du Code pénal, voté le 23 mai - qui, rappelons-le, date du Maréchal Pétain -, punit de trois ans d'emprisonnement et de 200 000 F d'amende, le fait : « pour un majeur, d'exercer sans violence, contrainte, menace ni surprise, une atteinte sexuelle sur la personne d'un mineur de 15 à 18 ans du même sexe ». Cette soi-disant « atteinte » sur un mineur de 15 à 18 ans mais de sexe opposé, étant considérée comme licite. En clair, et cela relève encore de la discrimination, la majorité sexuelle est fixée à 15 ans pour les jeunes hétérosexuels, alors qu'elle s'élèverait à 18 ans pour les jeunes homosexuels.

Alors que les dirigeants français s'enorgueillissent constamment de leur action humanitaire en faveur des déshérités des pays du sud, alors qu'ils proclament haut et fort la France « patrie des droits de l'homme », c'est une société à deux vitesses que le Sénat tente ici d'introduire. En d'autres pays, cela a d'autres noms, cela se nomme de l'Apartheid. Car, faudrait-il concevoir demain, qu'il existe une communauté hétérosexuelle normale

et une communauté homosexuelle indigne ? Si c'est tout ce que nous avons semé en dix ans, la récolte est véritablement amère.

La liberté ne se fractionne pas

D'autant que, plus pernicieusement encore, un autre amendement au Sénat tend à criminaliser les porteurs du virus du SIDA en sanctionnant : « tout comportement imprudent ou négligeant, d'une personne consciente et avertie ayant provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique ». Peines encourues : de 300 000 F d'amende à 3 ans de prison.

Ne nous voilons pas la face, c'est indirectement encore une fois la communauté homosexuelle qui est visée, alors même qu'elle fut, rappelons-le, la première à assurer prévention, information et soutien face à la maladie.

Toutes ces tendances liberticides vont dans le même sens : le renouveau de l'ordre moral et le mépris envers tout comportement qui a seulement pour défaut de n'être pas majoritaire.

Alors, terminons par une anecdote un peu sombre : en 1938-1939, en Allemagne contre le nazisme, personne ou presque n'a bougé quand on s'est attaqué à la communauté juive, personne ou presque n'a bougé lorsqu'on s'est attaqué aux homosexuels, aux Tziganes, aux forces de gauche.

Faut-il aujourd'hui que personne encore ne bouge lorsqu'on s'attaque aux homosexuels ?

La liberté, pourtant, ne se fractionne pas. On en abroge une, et ce sont toutes les autres qu'on remet en cause.

Nicolas Benyounés
(secrétaire des Flamands Roses,
membre du groupe Alternative
Anarchiste de Lille)

N.B. : « Les Flamands Roses », CCL-Benoît-Broutchoux, 1/2, rue Saint-Denis-du-Péage, 59000 Lille.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Suzanne Blaise, Tristan Cabral, René Cavanhié, Jacques Lesage de la Haye, Werner Lambersy, Gérard Lecha, Thierry Maricourt, Jacques Nony, Thierry Renard, Serge Utgé-Royo, Ytak...

« Un Jour sans guerre, poèmes d'aujourd'hui pour la paix »

édité par « Urgences pacifistes »

Prix : 70 F

A commander en souscription à : YTAQ, BP 9, 93130 Noisy-le-Sec

BILLET D'HUMEUR

C'est reparti pour un tour !

Les déçus de la gauche vont pouvoir retourner aux urnes ! Marchais et Mauroy feront tout pour cela. L'avenir du Parti est en jeu pour le premier, le maintien au pouvoir de ses amis est en cause pour le second.

Le PCF a profité de la nomination d'Edith Cresson. Les socialistes ne sont plus de méchants serviteurs du capital. Ils seront sages. Ils ne se serviront plus de la motion de censure avant les prochaines élections, prévues l'an prochain. Comme quoi, la mascarade électorale ravive les unions de circonstance.

L'armada des grandes promesses et des beaux discours va reprendre de plus belle. Tout sera bon pour glaner des électeurs. Déjà, le club « refondations », ras-

semblant sociaux et cocos en rupture de bans, compte se charger de cette besogne. Cheysson et Fiterman, les grands timoniers de cette association, ont ainsi le projet de « rebâtir les conditions d'une alternative de gauche ». Rien que cela !

Ils s'avouent même « révoltés contre toutes les injustices et toutes les sottises ». L'approche des élections leur fait dire n'importe quoi ! Oh, certes ils ne sont pas les seuls ! La droite et l'extrême droite ont déjà donné. Les politiciens de ces deux branches vont en rajouter au fur et à mesure que nous nous approcherons des rendez-vous électoraux. C'est la loi du genre, la règle du jeu. Pour conquérir le pouvoir, la fin justifie les moyens ! C'est donc reparti pour un tour.

Clubs, associations, colloques, manifestes vont aussi fleurir à droite comme à gauche. On va encore nous promettre le meilleur des mondes.

Aux urnes, électeurs, et que personne ne s'abstienne !

A.D.

RADIOGRAPHIE



Joyez

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les mauvais jours finiront !

(suite de la « une »)

Ah, les Tartuffe ! La formation était-elle sur mesure pendant les fameuses « Trente glorieuses », quand on allait chercher la main-d'œuvre au fin fond des campagnes africaines pour la parquer dans les ghettos des agglomérations industrielles ? Les gens qui nous gouvernent, ou nous ont gouvernés, évoquent avec beaucoup de contrition ces « erreurs des années soixante », une époque où le béton a coulé à flots pour édifier les Minguettes et autres grandes murailles. Un béton qui a rapporté gros à des entrepreneurs entretenant, comme par hasard, des rapports les plus cordiaux avec le parti gaulliste, alors au pouvoir.

Depuis, direz-vous, la crise a provoqué des dégâts. De 1974 à 1982, certainement. Mais pour les profits la crise est terminée depuis belle lurette. Voyez la belle santé de la Bourse sous le règne de Tonton. Les cours se sont envolés dès que Mauroy, en 1982 et 1983, a décrété la « rigueur » et bloqué les salaires. Le Monde évoquait récemment « les superbes profits de 1989 » (2). Cette année-là, les résultats « dégagés » par les sociétés cotées en Bourse se sont élevées à 150 milliards de francs (quinze mille milliards de centimes !)

Le même journal constate que, pour les entreprises, « leurs marges ont été reconstituées pour retrouver leur niveau de 1973 ».

Toutes ces festivités du palais Brongniart n'empêchent pas que le chômage se maintienne au plus haut niveau. Mais qu'il y ait trois millions de sans emploi dans notre douce France, les capitalistes, financiers et industriels, n'en n'ont,

comme dirait l'autre, rien à cirer. Au contraire, ça leur permet de maintenir la pression sur les salaires. Et quand les salaires se traînent au ras du sol, les profits s'envolent au zénith. On le savait déjà, mais la décennie écoulée vient d'en refaire l'éclatante démonstration. Alors, dans ces conditions, qu'est-ce que ça peut foutre au patronat du Nord, de la Loire et de la Lorraine, par exemple, que 10%, et parfois plus, de la population dite « active » de ces régions soit privée d'emploi. Ils ne souhaitent probablement pas voir débarquer dans leurs fiefs des investisseurs nouveaux qui casseraient la baraque !

« Les dirigeants socialistes proclament avec émotion que le chômage est la pire des inégalités. Or, nous voyons chaque jour que l'Etat supprime des emplois [...] dans tous les secteurs qu'il dirige... »

La coexistence d'un fort taux de chômage et de plantureux profits s'explique par l'augmentation continue de la productivité. Ainsi la croissance de la production industrielle a été de 5% en 1989, celle du produit intérieur brut de 3,8% en 1988, de 3,7% en 1989 (3). Et comme l'a constaté le Monde, cette « croissance soutenue des trois dernières années n'avait permis qu'une très faible réduction du nombre des chômeurs » (4). Et comme la croissance du PIB n'était plus que de 2,6% en 1990 et que l'activité se serait encore ralentie en 1991, une nouvelle et irrésistible ascension du chômage est annoncée pour les prochains mois.

Dans la France « socialiste » (ailleurs, c'est pareil) les gains de productivité ne servent pas à réduire la durée du travail mais « entraînent tout à la fois une aggravation des licenciements et un rétablissement des marges bénéficiaires » (5).

Ajoutons qu'en fonction de la conjoncture, et en vertu de cette « flexibilité » qu'ils avaient tant souhaitée, les patrons jouent allègrement de l'accordéon avec les effectifs. Ce sont donc les prolétaires qui paient tous les frais des aléas de l'économie capitaliste. Et ce sont, bien entendu, les salariés à statut précaire qui se retrouvent les premiers sur le pavé.

Les politiciens affirment que les malheurs des chômeurs leur troublent la digestion et le sommeil. Les dirigeants socialistes proclament avec émotion que le chômage est la pire des inégalités. Or, nous voyons chaque jour que l'Etat supprime des emplois ou empêche les créations de postes nécessaires dans tous les secteurs qu'il dirige : PTT, SNCF, Santé publique, Renault, RVI, Usinor-Sacilor... Tartuffe appartient à quel courant de la rue de Solferino ?

Jusqu'à présent, les réactions de la classe ouvrière n'ont jamais pu empêcher le patronat, privé ou étatique, de mettre en œuvre ses plans de restructurations et de réductions d'effectifs. Ainsi, chez Michelin et RVI, manifestations et débrayages demeurent, pour l'instant, purement symboliques. Ailleurs, les salariés acceptent sans broncher ce qu'ils auraient énergiquement rejeté il y a dix ans. Chez Peugeot, par exemple, l'aberrante semaine de quatre journées de dix heures n'a pas provoqué de résistance notable. D'une façon générale, celui qui a un boulot tient surtout à le conserver.

Les ouvriers licenciés de La Ciotat - mais eux n'ont plus rien à perdre - se sont livrés à une manifestation plus spectaculaire en traversant une partie de la France à pied.

Leur arrivée à Paris a donné l'occasion à la CGT d'organiser une « journée pour l'emploi ». Une journée, et après...

« Nous devons expliquer, partout où nous nous trouvons, sans relâche, qu'il faudra des luttes de très grande ampleur, rassemblant l'ensemble de la classe ouvrière... »

Quand des salariés manifestent pour le maintien d'une activité qui leur permettrait de vivre, notre tendance naturelle est, dans la plupart des cas, d'exprimer notre solidarité. Cependant, il ne nous est pas possible de prétendre, comme la CGT, que dans les conditions de l'économie capitaliste, en tenant compte des seuls critères de rentabilité financière, il soit possible de reprendre la construction de navires, à La Ciotat, et de la maintenir face à la concurrence internationale. Nous ne brandirons pas, non plus, comme le fait la CGT, le drapeau de l'« intérêt national », intérêt qui ne peut être que celui de la classe dominante...

Ce que nous pouvons expliquer, par contre, c'est que dans un système rationnel de gestion de la production par les producteurs, l'existence, en bord de mer, d'un site bien équipé, avec une main-d'œuvre expérimentée, présenterait les conditions idéales... pour la construction des navires ! Bien sûr, nos critères de « rentabilité » seraient sociaux et non pas financiers.

Notre logique est, évidemment, aux antipodes de celle de Rocard et de ses ministres, Chérèque, le poids lourd de la



SOMBRE BILAN

La réalité des chiffres du chômage

Officiellement, le ministère du Travail avouait compter 2,58 millions de demandeurs d'emploi pour la fin de l'année dernière. En fait, les exclus du travail sont, hélas, beaucoup plus nombreux. En effet, l'Etat ne comptabilise que les demandeurs d'emploi dits de « première catégorie, inscrits à l'ANPE et à la recherche d'un emploi à temps complet et à durée indéterminée » (1). Or, si l'on ajoute « les travailleurs en quête de travail à temps partiel, à durée déterminée, les chômeurs de plus de 55 ans dispensés de pointage... ceux qui bénéficient d'une convention de conversion [...], les jeunes parqués dans les Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), les contrats emploi-solidarité, l'on atteint le chiffre impressionnant de 3,72 millions, soit un vrai taux de chômage de 15,5% » (2).

Il faut encore additionner les quelque 244 000 jeunes appelés à défendre notre chère patrie. Sur ces 244 000 soldats incorporés en 1988, « 150 000, seulement, avaient trouvé un emploi dans l'année suivant leur libération » affirme un brave lieutenant-colonel, responsable du reclassement des appelés. 94 000 jeunes chômeurs potentiels ont donc échappé aux sta-

tistiques du ministère. Ce sont là les bienfaits de la conscription !

En additionnant les chiffres...

Il faut savoir également que « 45% des demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an, 23% depuis plus de deux ans. Et la durée du chômage reste figée autour de 360 jours » (3). Au total, en France, certains estiment à 4,5 millions le nombre de sans-travail. Et ce n'est pas un record mondial. Nos voisins européens sont logés à la même enseigne capitaliste. La Suède cache ses chômeurs, l'Allemagne - l'ex-RDA - découvre les joies du marché. De l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis rassemblent à eux seuls 7 millions de chômeurs et quelque 30 millions d'individus vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Pour noircir encore le tableau, il suffirait de dénombrer les cohortes d'affamés et de miséreux du tiers monde et l'on aurait ainsi exposé en quelques chiffres l'ampleur du désastre.

A.D.

(1), (2), (3) Challenges, mars 1991.

CFDT, et Fauroux, ce théologien catholique tout désigné pour aller au ministère de l'Industrie faire des miracles.

Ces braves gens se sont opposés, mordicus, à toutes les tentatives de redémarrage des chantiers de La Ciotat. Il paraît que Madame Cresson reprendrait l'examen du dossier.

Kaspar, le secrétaire général de la CFDT, déjà fort contrarié par l'éviction de ses copains rocardiens du nouveau gouvernement, n'a pas fini de fulminer contre les tendances « industrialistes » de notre première ministre. Pour faire reculer le chômage, il préconise, lui, le développement des « emplois de proximité » (garde d'enfants, travail à domicile, aides aux personnes âgées), reprenant à son compte une idée « géniale » présentée il y a quelques années par Edmond Maire (6).

Jeunes gens et jeunes filles, pour préparer vos lendemains qui chantent et vos retraites de l'an 2030, portez dès aujourd'hui le journal et les croissants des mémés et des pépés de votre quartier !

Notons tout de même qu'on comprend mal l'origine de la phobie de Kaspar et de ses amis à l'égard du développement industriel. Il est cependant prouvé, quoi qu'on en dise, que celui-ci demeure à la base de la puissance économique (voir l'Allemagne et le Japon dont les industries représentent respectivement 39,8% et 40,7% de la production globale). Il y a là comme un mystère. Il est vrai que les calculs, qu'ils soient « sociaux » ou non, adorent les mystères !

Quant à nous, nous suivons, évidemment, une autre voie que le chemin de croix indiqué par Kaspar. Notre voie est celle de l'action. Nous devons expliquer, partout où nous nous trouvons, sans relâche, qu'il faudra des luttes de très grande ampleur, rassemblant l'ensemble de la classe ouvrière, pour modifier en

notre faveur le rapport des forces et faire reculer le chômage. Sans perdre de vue que celui-ci est une tare du capitalisme. Elle ne disparaîtra totalement qu'avec lui.

Sébastien Basson

- (1) Le Canard enchaîné du 29 mai 1991.
- (2) Le Monde du 7 décembre 1990.
- (3) Le Monde du 25 décembre 1990.
- (4) Le Monde du 28 décembre 1990.
- (5) Le Bilan économique et social, 1984.
- (6) Le Monde du 31 mai 1990.

Les cours sur l'anarchisme

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

Voici l'énoncé des prochains cours.

Mardi 18 juin, à 20 h 30 :
- « le féminisme libertaire » (travail des femmes, luttes des femmes).

Mardi 25 juin, à 20 h 30 :
- « les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires » (l'anarchisme à l'épreuve de l'Histoire) ;
- « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? »

Plus de cours, pour cette saison, après le 25 juin.

SANTÉ

La fièvre monte

Dans la santé, rien ne va plus ! Depuis quelques années le monde hospitalier connaît des soubresauts, que des grèves mettent en relief à intervalles réguliers. A l'occasion des derniers mouvements, notre compagne Hélène nous brosse le tableau de la situation.

Le malaise s'aggrave dans le secteur de la Santé. Depuis la grande grève des infirmières et des personnels hospitaliers, à l'automne 1988, les catégories, une à une, se sont mises en mouvement : les secrétaires médicales, les assistantes sociales, les personnels administratifs, les personnels ouvriers, les internes et chefs de clinique. Tour à tour, chacun revendique une reconnaissance de son travail, qui passerait par une revalorisation salariale, mais aussi par un niveau de technicité et de compétences reconnu. Mais surtout, le vaste mouvement infirmier a braqué les projecteurs sur les conditions de travail à l'hôpital. Sous la terrible hiérarchie médicale, il faut jongler entre les consignes orales vite transmises par les médecins et les actes X fois répétés qui soulagent, soignent les malades : jamais de priorité quand il y a surcharge de travail, tout réaliser ! De toute façon, le service minimum, c'est le lot quotidien ; le rationnel, un luxe pour les grands jours. La prise de conscience chez les professionnels les a conduits à fuir l'hôpital, pourtant la durée moyenne d'exercice salarié n'était que de huit ans. Une hémorragie de personnels infirmiers sans précédent s'en est suivie, accompagnée d'un désintérêt des jeunes pour ce travail. Des écoles ont fermé, la plupart ont réduit leur promotion. Evin avait même dû concéder une indemnité pour les élèves infirmiers de la région parisienne, tant la situation lui paraissait grave : un sous-SMIC, sous-RMI (1 500, 2 000, 2 500 F respectivement pour la première, seconde et troisième année de formation) devait tenter les candidats.

La pénurie

La pénurie, en fait, ne touche pas que les personnels infirmiers. La plupart des catégories qualifiées ont un réel déficit en postes pourvus : médecins, manipulateurs, radios, rééducateurs... Cette pénurie, aujourd'hui, entraîne une dégradation en escalade des conditions de travail : prise de congés annuels limitée à 12 jours, décalée selon les « nécessités de service » ; repos hebdomadaires non réguliers, suivant les aléas de l'activité hospitalière ; partage de travail des postes vacants entre les personnels présents ; journée de travail doublée si le collègue suivant n'a pu venir ; rotation imposée entre jour et nuit pour gérer la pénurie d'effectifs...

Le personnel de Tenon, organisé en comité de vigilance puis comité de grève, a réagi à cette situation en engageant la grève dès le 8 avril. Ils ne veulent pas gérer la pénurie en agents, pas plus qu'ils n'ont accepté la mutation imposée à deux infirmières et une aide-soignante. Ils n'ont eu cesse

d'exiger la réintégration de leurs collègues dans leur équipe d'origine et en appellent aux autres hospitaliers à se coordonner en un « comité inter-hôpitaux ».

Les infirmières spécialisées en anesthésie et réanimation, elles-mêmes organisées en coordination depuis 1987, ont lancé diverses actions, ces dernières années. Depuis le 20 mai, elles sont reparties en grève pour exiger la reconnaissance de leur formation à bac + 5, le ministère ne leur ayant octroyé, en application des accords Durafour dans la fonction publique, qu'une augmentation sous la forme de prime (Nouvelle bonification indiciaire).

Un « énième » projet

Quant aux agents administratifs du CHRU de Grenoble, ils revendiquent un grade unique en catégorie B. Le 3 juin, ils ont lancé une grève administrative et du zèle avec deux moments forts, tous les mardis et tous les jeudis. Un autre collectif a vu, aussi, le jour. A partir de Sotteville-lès-Rouen, les infirmiers psychiatriques ont constitué un collectif pour défendre leur formation et leur diplôme. Durieux, le ministre de la Santé, a annoncé lors du dernier Salon infirmier qu'un diplôme unique d'infirmier remplacerait celui de soins généraux et celui de secteur psychiatrique. La psychiatrie, jusqu'alors discipline à part entière à côté de la médecine, ne serait enseignée qu'à dose homéopathique : trois mois sur toute la scolarité, si bien qu'à terme la prise en charge spécifique en psychiatrie s'estomperait au profit d'actes médicalisés.

A Lyon, autres problèmes : restructuration aux Hospices civils de Lyon avec suppression d'emplois, fermeture de lits pendant l'été faute de personnels, licenciements à l'Institut Pasteur, grève au Centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu à la suite de l'agression d'une secrétaire...

Au même moment, Bianco, le nouveau ministre des Affaires sociales, présente un « énième » projet de maîtrise des dépenses de santé, reprenant notamment le contenu des accords intervenus cet hiver entre l'Etat, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et certains syndicats au niveau des laboratoires d'analyses médicales et des cliniques privées. Ce qui a fait réagir les professions libérales, qui refusent tout encadrement de l'évolution des dépenses. Et elles enfourchent le créneau de la guerre public-privé, appelant à un « Versailles de la Santé ».

Avec Durieux et la défense de la loi portant sur la réforme hospitalière, on ne peut craindre ni remise en cause du secteur privé ni celle des lits privés dans l'hôpital public. Au contraire, par l'interdiction aux hôpitaux locaux

d'avoir des unités de chirurgie et de maternité, la part belle serait faite aux cliniques privées d'autant que sont incitées les actions de coopération entre établissements publics et privés.

Rationaliser l'outil hospitalier, le rendre compétitif dans l'Europe de demain en éliminant les canards boiteux, c'est donc la poursuite d'une politique libérale déjà engagée depuis plusieurs années, et qu'il faudrait encore mieux maîtriser !

Avec 8 920 F de dépenses de santé par personne et par an en 1989, avec un déficit annoncé à hauteur de 23 milliards pour le régime général (mais combien de dettes et de charges indues ? [1]), des mesures s'imposent, certes, mais celles choisies - augmenter les cotisations sociales des seuls salariés et/ou accroître le montant de la CSG - ne résoudront pas les problèmes de fond de notre système de santé. Problèmes qui sont : le malaise des personnels, l'adaptation des besoins de santé aux exigences économiques, l'exclusion de deux millions de personnes du système de santé qui se retrouvent aujourd'hui dans les salles d'attente des associations charitables de médecine...

Hélène (gr. Pierre-Besnard)

(1) 18 milliards de francs ont été versés « sans justification » en 1990 aux autres régimes spéciaux, selon M. Mallet (FO), président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Radio-Libertaire Paris
(89.4 FM)
« La Chronique syndicale »
chaque samedi
de 11 h 30 à 14 h 30
l'actualité sociale
de la semaine



RADIO LIBERTAIRE
LA VOIX SANS MAITRE

Yves Peyraut



Le congrès du Planning familial

Une centaine de militants, parmi lesquels quelques rares hommes, étaient réunis à Paris les 25 et 26 mai pour le 20^e congrès du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF).

Si le Planning « continue la lutte contre l'oppression spécifique des femmes et affirme la priorité de la lutte contre cette oppression comme moteur de l'évolution des mentalités et des comportements », il n'en demeure pas moins que lutter sur ce terrain-là est aujourd'hui difficile. Pour ce mouvement, la crise militante avait trouvé, pour un temps, solution dans le salariat mais les dépenses en salaires s'accroissant plus vite que les rentrées de cotisations, les commissaires aux comptes ont tiré la sonnette d'alarme : le congrès devra augmenter les cotisations.

Après ce constat sur les moyens, voici le fond.

La situation actuelle, dégradée en ce qui concerne la contraception et l'avortement a été analysée. La loi Veil est jugée trop restrictive et néanmoins pas entièrement appliquée : pilules non remboursées, réforme hospitalière et restrictions budgétaires de protection sociale, elles conduisent à des diminutions de moyens, voire des fermetures, pour les centres de planification, les centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) ou les maternités...

Situation sur laquelle s'appuient les opposants au droit à l'avortement en développant des offensives visant à remettre en question des droits arrachés par la lutte. Déjà, ils réussissent aux Etats-Unis, puisque la Cour suprême vient d'interdire l'information sur l'avortement aux femmes enceintes, par les centres du Planning familial. A Paris, une motion fut approuvée, dénonçant cette décision de la Cour suprême américaine et demandant à l'ONU d'utiliser son droit d'ingérence.

L'exigence de moyens pour une réelle prévention des maladies sexuellement transmissibles et du SIDA a été également, comme étant dans la démarche d'action du Planning de « rappeler qu'en matière de SIDA et de sexualité, une éducation à l'autonomie et à la responsabilité passe nécessairement par une éducation au corps ». Il faut aussi « dénoncer les atteintes aux droits des personnes, dont le SIDA est le prétexte ou l'occasion » (1).

Quant aux violences à l'encontre des femmes et des enfants, le Planning a confirmé son action par l'organisation de groupes de parole et de solidarité mais aussi par des stages de sensibilisation auprès des travailleurs sociaux et de la police.

La solidarité internationale est ici encore bien vivante chez les militants du Planning : on a pu la repérer lors de la venue de Lech Walesa à Paris. Une motion reprécisa ainsi la solidarité avec les femmes immigrées et celles originaires des DOM-TOM.

Des espaces de travail et d'action communs avec d'autres associations et organisations ont été définis, notamment avec le mouvement anarchiste : droit à la contraception et à l'avortement, lutte contre l'oppression spécifique des femmes, « Notre corps nous-mêmes »... Il suffirait de pratiques ouvertes du Planning, de volonté militante à partager, car ce vent d'ordre nouveau qui se lève à l'Ouest impose la remobilisation.

L.N. (gr. Pierre-Besnard)

(1) Motion « Sexualité et SIDA, sexualité et MST ».

N.B. : Etaient représentés au congrès : la Ligue de l'enseignement, la CFDT, le SNI-PEGC, la fédération CRC, « Elles sont pour », le CNAFAL (association laïque) et la Fédération anarchiste.

« Radio-Libertaire, la voix sans maître » 1981-1991

Yves Peyraut

Une radio anarchiste sur la bande FM ? Le pari aurait pu sembler une gageure... et pourtant !

Le 1^{er} septembre 1981, Radio-Libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait pour la première fois entendre sa voix - sans maître - sur Paris et la proche banlieue. Fidèle à ses engagements d'origine, Radio-Libertaire n'a jamais cessé depuis de se battre pour la liberté des ondes, refusant de verser dans le système des radios commerciales, des radios-fric.

Grâce à ses auditeurs, elle a réussi à rester une véritable radio libre sans dieu, sans maître, sans publicité... et sans militaires. Pourtant Radio-Libertaire devra conquérir son droit d'émettre en dépit des interdictions, de la répression et des manœuvres de l'Etat.

Aujourd'hui, Yves Peyraut (un des premiers animateurs) dresse un premier bilan, dans un style direct et non sans un brin d'ironie.

Format 15X24 cm - 192 pages

Prix de vente : 90 F (port non compris) - 1991

Retour en Chine

Quand l'agitation sociale sème le trouble parmi l'élite

(suite de la « une »)

Malgré tout les efforts de dialogue et de compromis de la part des chefs étudiants, les situations devenaient de plus en plus incontrôlables. Un exemple : « Plusieurs dizaines de Pékinois se rassemblent et font face aux troupes. Les délégués étudiants tentent de négocier avec l'armée mais en vain. Des gens lancent des pierres sur les soldats » (8). Dans un processus qui paraissait désormais irréversible, l'attitude conciliatrice perdait toute crédibilité et la pression de la rue se faisait plus forte. Et, si on peut penser que la majorité des étudiants est restée soumise à l'autorité de ses leaders jusqu'à la fin, il est possible que quelques individus se soient radicalisés au contact de la révolte populaire. Les étudiants qui venaient de province, moins encadrés, semblent avoir été plus sensibles à l'esprit du soulèvement des derniers jours.

En tant que tels, les membres des Unions autonomes ouvrières sont restés éloignés du soulèvement populaire qui grondait dans les quartiers ouest de Pékin. Eux, dont le but avait été d'inciter les travailleurs à se mobiliser, n'ont finalement eu aucune influence sur le soulèvement de la rue. Installés sur la place Tian-an-Men, ils sont restés collés aux étudiants prisonniers de leur légalisme. Il est fort probable que ce légalisme ait été un des facteurs qui le sépara des ouvriers et laobaixing les plus combattifs. Trois jours avant le massacre, le 30 mai, et alors que quelques uns de ses membres venaient de se faire arrêter, les textes de l'Union restent imprégnés de respect pour les institutions de l'Etat (9). Au moment même où la rupture entre le peuple de Pékin et le pouvoir était consommée, l'Union se déclarait fidèle au « principe de la libre association, stipulé dans la Constitution » et insistait sur le fait qu'aucun de ses actes n'avait « jamais transgressé la loi » (10).

C'est parce que que le mouvement étudiant redoutait le soulèvement populaire qu'il y opposa sa ligne pacifique. Bien qu'il y eut convergence de ces deux mouvements, les intérêts de classe étaient opposés. D'un côté, il y avait la révolte spontanée, et profonde, du peuple contre le système du capitalisme d'Etat et le pouvoir totalitaire du Parti communiste. Ce fut une révolte sans négociation possible. De l'autre côté, les étudiants continuaient à demander une

réforme du régime politique, en s'insurgeant seulement contre les excès de ce même régime. Ils revendiquaient une accélération du mouvement de « modernisation », tout en sachant que cela signifiait le renforcement des tendances vers l'économie de marché. Fondamentalement, le mouvement étudiant se voyait comme la force d'appoint d'une alternative réformiste au pouvoir. Les luttes violentes à l'intérieur des organisations estudiantines, et en particulier entre les dirigeants du mouvement, n'étaient pas sans évoquer cette problématique, la préoccupation essentielle étant de ne pas se couper de la ligne réformiste du Parti et de maintenir ouvertes les portes de la négociation.

Comme tout le mouvement social, la révolte estudiantine de 1989 a pris de

« La corruption et les réseaux d'influence existants en Chine permirent à quelques unes de ces "nouvelles entreprises" de faire beaucoup d'argent... »

l'ampleur et s'est épanouie dans une situation façonnée par l'action d'individus et de groupes déjà existants. Les dernières années de la période de « réformes » avaient vu la naissance et le développement d'organisations d'intellectuels indépendantes des structures du Parti. La plupart menaient des activités de « recherche » et d'« étude » pour le compte des entreprises et autres institutions de l'Etat. La corruption et les réseaux d'influence existants en Chine permirent à quelques unes de ces « nouvelles entreprises » de faire beaucoup d'argent et à leurs chefs d'accéder aux cercles choisis du régime. C'est le cas de l'Institut de Recherche économique-social de Pékin (IREP) créé par ces anciens cadres des Jeunesses communistes devenus des proches du secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, limogé pendant le Printemps 1989. Fonctionnant informellement comme une « école de formation » de cadres réformistes, l'IREP organisa dans les universités, dès 1988, de nombreuses conférences et débats. Sensibles à la montée de l'insatisfaction estudiantine, les chefs de l'IREP prirent la tête de l'activisme estudiantin. La Fédération



Printemps 1989 : les Pékinois vont aux nouvelles. © AFP

des étudiants de Pékin fut créée avec le soutien financier de l'IREP. « C'est cette fédération qui, le 21 avril, organise une marche de 200 000 étudiants sur Tian-an-Men. C'est également [...] à l'initiative de l'IREP que s'est transformé l'important "groupe de liaison des cercles de la capitale", le 22 mai. Organisé comme un gouvernement, il tient conseil tous les jours et publie un journal qui est imprimé sur la place Tian-an-Men, quartier général des étudiants. Trois des chefs de ce QG n'étaient également pas des étudiants membres de l'IREP » (11).

Tout ceci montre bien que les tendances réformistes proches du pouvoir comprenaient l'enjeu du mouvement estudiantin. Plus important, les « réformistes » avaient joué un rôle important dans son développement, avec le but stratégique de l'utiliser pour affirmer

des positions au sein de l'Etat. L'intervention populaire, dans la mesure où elle était spontanée et plus difficile à manipuler, est venue déranger ces projets politiques. Momentanément elle rapprochera les « réformistes » des « durs ». Dans un premier temps - et à l'image de ce qui s'était produit en Pologne lors des révoltes ouvrières de 1980-1981 -, le gou-

« Dans l'esprit des "dissidents", la démocratisation du régime est la seule prévention contre les dangers de la révolte sociale. »

vernement a demandé aux intellectuels « dissidents » d'intervenir auprès des étudiants afin de les modérer. On leur a d'abord fait savoir qu'il n'était pas souhaitable d'occuper la place, ensuite qu'il serait bon de la quitter devant la montée de l'agitation populaire. Ce fut en vain et cet échec marqua clairement la rupture entre les « réformistes » et les « durs » du régime. En signe de remerciement, les « dissidents » seront tout de même informés de l'intervention imminente de l'armée. Ils pourront ainsi se mettre à l'abri pendant quelque temps, le temps qu'on exécute des prolétaires pour l'exemple (12).

Dans l'esprit des « dissidents », la démocratisation du régime est la seule prévention contre les dangers de la révolte sociale. « Il apparaît que c'est uniquement quand on permettra une libre circulation de la parole de l'opposition et une opposition à l'intérieur du Parti, que l'établissement d'une politique démocratique pourra être garantie. [...] C'est au contraire dans une restriction de

la liberté de parole que réside l'origine des troubles sociaux » (13). Mais, s'il importe de calmer le peuple, il ne s'agit point de lui rendre le pouvoir, même sous la forme détournée et falsifiée de la représentativité parlementaire que nous subissons dans nos sociétés ! Produit parfait des systèmes communistes autoritaires, les « dissidents » méprisent les classes populaires ; ils voient dans leur action autonome la genèse de l'anarchie, voire du totalitarisme. Curieusement, ils prennent finalement au sérieux la formule officielle qui présente l'Etat-Parti comme le représentant du peuple. En échange, ils proposent un gouvernement des élites. Car les élites, « empreintes de grands idéaux », sont les seules capables d'apporter « certains facteurs civilisateurs » (14) ! « Beaucoup de camarades ont idéalisé la démocratie. Dès que le peuple se voit opposé à une dictature, surgit invariablement un idéal populaire. Mais dès que disparaît la dictature, elle est remplacée par une indescriptible foire d'empoigne. Ce genre de phénomène va au détriment de la réforme » (15). Ces conceptions, fort répandues dans les milieux « dissidents » des pays communistes, sont ici renforcées par le fait que « le lourd héritage de la société bureaucratique (traditionnelle) pèse d'un poids omniprésent sur la Chine nouvelle » (16).

Insister sur les « purs contenus démocratiques » du Printemps 1989, c'est oublier que la majorité des idées politiques exprimées par les leaders intellectuels du mouvement estudiantin relevaient d'une vision autoritaire de gouvernement. Pour les « dissidents », la révolte populaire inquiétait autant qu'elle inquiétait l'Etat communiste. Les aspirations de la justice sociale du « prolétariat flottant » n'avaient aucune place dans leurs préoccupations. Ironie de l'Histoire, ce fut néanmoins grâce aux « troubles sociaux » que l'élite chinoise a pu prendre la parole et se faire connaître.

Charles Reeve

(1) Il semble acquis que les corps de l'armée auraient refusé de marcher contre les manifestants.

(2) La même chose pour les événements qui se sont déroulés dans d'autres grandes villes (à Shanghai et à Canton).

(3) R. Munro, « Who died in Beijing, and why », op. cit.

(4) Chai Ling, « Je suis Chai Ling... Je suis toujours vivante », *Izok*, op. cit. Si la traduction est exacte, cette formulation montre bien la séparation existant entre les étudiants (« les camarades ») et les ouvriers et citoyens.

(5) *Ibid.*

(6) Compte-rendu du massacre de Tian-an-Men », *Izok*, op. cit.

(7) Chronologie, *Izok*, op. cit.

(8) *Ibid.* Voir aussi « Compte rendu du massacre de Tian-an-Men », op. cit.

(9) Document 19 et document 20, *Izok*, op. cit.

(10) Document 20, *Izok*, op. cit.

(11) Romain Franklin, « Treize ans de prison pour deux leaders de Tian-an-Men », *Libération*, 13/2/1991. Voir aussi du même journaliste, « Les racines du Printemps de Pékin », *Libération*, 25/4/1990, ainsi que le rapport de Asiwatich (organisation de défense des droits de l'homme), janvier 1991.

(12) *Ibid.* Par la suite, les deux chefs de l'IREP seront condamnés à treize ans de prison.

(13) Wang Dan, « A propos de la liberté de parole pour l'opposition », *Izok*, op. cit. Wang Dan était un intellectuel de l'université de Pékin, très écouté parmi les étudiants.

(14) Wang Juntao (membre-créateur de l'IREP), *Etudes chinoises* (Pékin), mars 1989.

(15) *Ibid.*

(16) Etienne Balazs, *La Bureaucratie céleste*, Gallimard, Paris, 1989.

« Libres comme l'air »
 Quinze nouvelles pour Radio-Libertaire

M. Benasayag, N. Choquet, D. Daeninx, C. Frigara, Del Inferno, D. Langlois, S. Livrozet, J.-P. Levaray, J.-F. Lympham, T. Maricourt, Y. Peyraut, A.-F. de Saint-Laurent, Jean-Marc Raynaud, W. Rosell, C. Sigala, J.-M. Tixier, S. Picard (illustrations).

Nos dix premières années ne sont pas seulement exemplaires de la ténacité et de l'enthousiasme de ceux et celles qui tous les jours bâtissent Radio-Libertaire. Elles sont exemplaires du combat pour la liberté d'expression que toutes les radios associatives ont mené contre l'hostilité évidente des pouvoirs publics. Dans ce combat beaucoup ont disparu, victimes essentiellement de la loi de l'argent et du pouvoir politique. C'est pour faire écho à ce combat permanent (voir la guerre du Golfe) que Radio-Libertaire a pris l'initiative consistant à faire paraître un recueil de nouvelles, toutes consacrées à ce thème : « la liberté d'expression ! »

Format 15X24 cm - 144 pages
 Prix de vente : 85 F (port non compris) - 1991

Libres comme l'air,
 quinze nouvelles pour Radio Libertaire

AU TLP-DEJAZET

A bâtons rompus avec François Béranger

« La révolution, d'abord ça vous monte du bide, ça vous noue les tripes... Il faut jamais que ça s'arrête. »

Justement, nous avons voulu en savoir plus sur les « années François », sur lui, et pas un autre !

Alain Dervin : Ça fait longtemps que tu chantes ?

François Béranger : Ça ne fait pas longtemps ; je suis un débutant !

A.D. : Avec une période d'abstinence.

F.B. : Oui, un arrêt de 7 ans, volontaire, car j'étais un peu saturé par plus de 10 ans de tournées... Il y a 3 ans, j'ai eu un projet de come-back avec Jean-Pierre Allarsen, mon vieux complice historique. Cela ne s'est pas fait avec lui ; ce que je regrette. J'ai ré-écrit des chansons et sorti le disque *Dure mère* ; puis j'ai cherché à faire des concerts car, pour moi, chanter c'est chanter devant des gens. Mais ce n'est pas facile : quand on est vraiment soucieux de sa carrière, on ne s'arrête pas...

Dans ce métier-là, il y a le problème économique : quand tu fais des disques, il faut les vendre, quand tu fais des concerts, il faut qu'il y ait des gens dans la salle. Et pour cela, aujourd'hui, il y a les médias et, si possible, les grands médias. Si tu n'es pas médiatisé, tu n'existes pas, tu es réduit au silence et c'est triste.

En France, je ne pense pas qu'il y ait une véritable censure idéologique, mais plutôt une censure économique : si tu vas voir un producteur en lui disant je vais faire monter ton audience d'un point, il te prend, même si tu l'injuries dans tes chansons.

Avant, il y avait tout un circuit parallèle, dynamique et efficace qui drainait du monde et représentait même une certaine puissance économique. J'ai trouvé beaucoup de changements, mais pas en bien : il y a de grandes salles avec 10 000 personnes, inhumaines. Même si j'avais la possibilité de le faire, je ne le ferais pas car ça ne plaît pas. Ce qui ne me plaît, ce sont les salles de 1 000, 2 000 ou en dessous.

Ce n'est pas une censure idéologique car on ne vit pas dans un monde qui pense et qui raisonne.

mais qui est peu connu car il n'a pas été vraiment distribué. Et bien sûr des chansons de mon dernier disque. Ce sont des textes assez durs. La société a changé et pas en bien, c'est une réalité que j'exprime là. Cette réalité, on ne l'entend pas dans les grands médias. Les chansons diffusées sont bien faites techniquement mais ne racontent rien, car il ne faut rien dire. C'est à ce prix-là que tu peux conditionner les gens et c'est grave.

Il y a bien eu le mouvement du rock alternatif, mais cela s'est décalé dans le commerce, sauf le groupe qui a eu le courage de se saborder, Les Bérurier Noir.

A.D. : Il y a quelques ébauches avec le phénomène rap...

F.B. : Oui, c'est un phénomène intéressant, si cela peut permettre à quelques mecs de se sauver, tant mieux. Mais j'ai l'impression que le rêve des rappers de banlieue c'est de signer un contrat avec une maison de disques... Ce qui m'ennuie un peu, c'est que c'est une forme complètement empruntée aux Américains. Mais il n'y a peut-être pas de phénomènes sociaux vraiment purs. Et puis, cela ne va pas refaire les barres de béton dans lesquelles ils vivent et ne va pas leur donner de boulot : c'est bien le problème. En fait, on vit dans une société uniquement tournée vers le profit : le constat qu'on peut faire c'est que ce ne sont pas les politiques qui gouvernent mais les puissances d'argent qui imposent des schémas de gouvernement. Moi, je ne suis pas un déçu du socialisme : je n'y ai jamais cru. Je savais que ces mecs-là, ces politiques de métier, avaient la même formation que les autres, les mêmes magouilles pour se faire élire... J'ai même un souvenir un peu triste de mai 1981 quand j'ai vu l'explosion de joie, j'ai pensé à tous ces gens sincères qui ne savaient pas ce

« Les chanteurs engagés, cela m'a toujours énérvé. »

Lucien Schalck : Les gens sont beaucoup moins politisés qu'à l'époque des chanteurs engagés.

F.B. : Oui, mais les chanteurs engagés cela m'a toujours énérvé. Moi, si je me suis engagé, paradoxalement ce n'était pas dans la chanson mais dans des trucs précis, concrets.

L.S. : Par leurs textes, ils dénonçaient des tas de choses...

F.B. : Oui, mais la dénonciation, ce n'est qu'une partie du travail, après, il faut construire quelque chose. Je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur la portée de la chanson.

Elisabeth Claude : Les chansons ont d'autant plus de sens qu'elles sont liées à un contexte social, de luttes, de gens en grève, de galas de soutien.

F.B. : Des galas de soutien, j'en ai fait plus de cent, mais c'était un phénomène d'accompagnement : ce sont les gens qui se mettaient en grève, qui occupaient et qui décidaient de faire une fête, d'inviter les chanteurs. Un de mes meilleurs souvenirs, c'est lors d'une grève du Crédit Lyonnais, sous un chapiteau à la Villette. Il devait y avoir 6 000 ou 7 000 employés réunis là, surtout des nanas. Il y en avait qui avaient écrit des paroles sur *Tranche de vie*, en racontant leur grève. Elles arrivent, un peu timides, et me demandent si je veux bien chanter ça. Alors, j'ai chanté leur chanson.

Cette chanson a d'ailleurs beaucoup servi, en particulier, à des mecs en prison pour écrire sur leur vie.

L.S. : D'autres de tes chansons se prêtent à la réécriture, exemple : Magouille blues.

F.B. : Oui, et c'est même aussi devenu une expression... J'en ai fait une autre version pendant la guerre du Golfe... Mais j'ai l'impression que tout le monde a déjà oublié cette guerre.

L.S. : Au TLP, tu vas chanter beaucoup de chansons nouvelles ?

F.B. : Il y aura 50% de « vieilleries », les chansons que les gens sont contents d'entendre et que je suis content de chanter, avec des arrangements nouveaux puisque je suis avec des musiciens différents.

Et il y aura la moitié de chansons récentes ou inédites comme celles du disque *Da Capo* que j'ai fait en 1982

REGARD SUR ...

Le printemps des poètes

Les rangs du mouvement anarchiste ont toujours compté nombre de poètes. D'Eugène Bizeau à Gérard Dupré, de Charles d'Avray à Gérard Lecha, sans parler de ceux qui, sans être à proprement parler militants, ont plus que flirté avec les idées libertaires (Léo Ferré, bien sûr, mais encore Armand Robin ou André Laude), la « divine anarchie » n'a jamais cessé d'irriguer l'inspiration d'auteurs soucieux de conjuguer harmonie des lettres et harmonie sociale...

Le printemps 1991 voit la parution de deux recueils, très différents dans le style mais qu'une même volonté « utopique » (sans que ce mot ne soit en rien péjoratif) relie. Le premier est signé Jacques Lesage de la Haye et s'intitule *L'Etoile du grand vertige* (1). Lesage de la Haye a déjà publié plusieurs ouvrages sur la prison : *La Guillotine du sexe* (éd. Robert Laffont, 1978), *La Machine à fabriquer les délinquants* (éd. Lesage de la Haye, 1982)... Dans ce nouveau livre, où les vers alternent avec la prose, il montre combien le poète ne saurait se détacher du monde qui est le sien et que c'est là qu'il doit, justement, rechercher ses plus ardents sujets.

« Le poète est toujours/Pour le voleur de pommes, écrit-il, Pour l'amant passionné,/Pour l'enfant pauvre et révolté,/Pour l'anarchiste à la bombe absurde,/Pour le rebelle sans cause,/Pour la prostituée,/Pour la fille de joie, la fille-mère,/La femme adultère... »

De présentation plus modeste (les textes sont photocopiés), le second recueil est signé Guillaume Vauthier et a pour titre *Le Fil d'Ariane* (2). Il laisse augurer d'autres bons volumes et ne devrait pas décevoir les lecteurs en quête d'une poésie qui ne crache pas sur l'humour, afin que respicendisse sa noirceur. Le vieux Léo apparaît d'ailleurs en certaines pages ; en d'autres, on retrouve l'influence Dada.

« Petite femme pendule/Au corps d'ébène/Balance tes hanches/Creuse l'échelle du temps/(...)/Les secondes défilent sous ta croupe/Lustrée par un horloger amoureux/Trompant sa femme de par lui-même/N'y voyant que du feu. »

Ce printemps encore, les poètes ne se taisent pas. C'est bon signe.

Thierry Maricourt

(1) Ed. Caractères, 90 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à libeller à l'ordre de Publico).
(2) En vente par correspondance (25 F, port compris) en écrivant à Guillaume Vauthier : La Mistouffe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

NOTES DE LECTURES

« La Chandelle sauvage » de et par Bobol Gllou

Quatre, cinq, six numéros par an, c'est selon ; une trentaine de pages à la mode fanzine d'art à chaque livraison ; l'incroyable de textes non imprimés mais écrits ou plus exactement ciselés à la main tant l'écriture est lumineuse ; des dessins - de femmes - absolument somptueux ; des photos, toujours surprenantes ; un carnet de route extraordinaire de précisions en toutes sortes, de musique et de couleurs, hier sur Tahiti, aujourd'hui sur la Thaïlande ; des nouvelles de l'Ariège, des néo-ruraux et autres « peluts » sans cesse en butte aux tracasseries imbéciles des gendarmes et d'un crétin socialiste bien connu à Saint-Girons ; des lettres d'ici et d'ailleurs... *La Chandelle sauvage*, tant sur la forme que sur le fond, est assurément une revue unique. Belle. Extraordinairement belle. Pétillante. Déroutante. Fascinante. Une manière de petit chef d'œuvre, en fait,

façonnée amoureusement de A à Z par - mais oui ! - une seule personne, l'incroyable Bobol Gllou. Une perle rare dans un paysage « journalier » où le papier glacé, looké, friqué et desséché règne en maître et où les pages de la révolte s'envolent trop souvent au vent tristounet du préchi-précha. Une formidable bouffée d'oxygène et de vie, au bout du compte, qui vous réchauffera, à coup sûr, le cœur et l'espoir.

Bon, si après ça vous ne vous décidez pas à lire cette revue, je rends mon tablier.

D'ailleurs... !

Jean-Marc Reynaud

(1) *La Chandelle sauvage* est vendue uniquement sur abonnement. L'abonnement est de 100 F par an. Les chèques sont à établir à l'ordre des éditions Wallou et à envoyer à Bobol Gllou, 09320 Massat.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 14 juin

— « L'Invité du vendredi » (19 h - 21 h) : l' Islam aujourd'hui et demain avec l'Union rationaliste (sous réserves).

Samedi 15 juin

— « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité sociale de la semaine.
— « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : André Devriendt, correcteur.

Dimanche 16 juin

— « Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre Pensée.
— « Folk à lier » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
— « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : des mathématiques à la poésie.

Mardi 18 juin

— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : blues rural et électricité.

LA NUIT DU JAZZ

Samedi 15 juin, 20 h

ALJT- Cachan

34, rue Marcel Bonnet.

Reservations : 46.63.51.98 - 46.64.04.04.

Prix : 80 F

adhérents ALJT : 45 F.

TLP-DEJAZET
17, 18 et 19 juin
à 20 h 30
FRANÇOIS BERANGER

Prix : 140 F
(collectivités : 120 F)

TLP-Dejazet, 41, boulevard du Temple (M° République), 75003 Paris.
Tél : 42.74.20.50.

Pain Roses et Chansons

Valérie Ambroise chante
Georges Brassens

Samedi 22 juin
21 h 30

40, rue des Vignes
94230 Cachan
Tél. : 46.63.51.98

Retranscription Elisabeth Claude (gr. Pierre-Besnard)

RENDEZ-VOUS

AURILLAC
Une liaison FA existe à Aurillac (Cantal). Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

LORIENT/QUIMPERLE
Le groupe Francisco-Ferrer de la FA s'est constitué depuis peu sur Lorient et Quimperle. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

NANCY
Le groupe Jean-Roger-Caussimon peut être contacté lors de la vente du Monde libertaire, qui se tient tous les dimanches à partir de 11 h sur le marché de Vandœuvre.

NANTES
Le groupe Milly-Witkop et l'OCL-Nantes vous donnent rendez-vous dans « Magazine libertaire », le samedi 15 juin, à 13 h, sur Radio-Alternantes (97,5 FM). Au sommaire : droit d'asile, les 10 ans du PS et la revue de presse... Contact : « Magazine libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

NICE
Le groupe de Nice, par l'intermédiaire de son Association pour le développement de la culture libertaire (ADCL), tiendra ses permanences le mercredi et le samedi, de 15 h à 18 h, en son local, au 8, rue Docteur-Richelmi, à Nice. Pour tout contact épistolaire, écrivez à la même adresse.

SARREBOURG
Depuis quelques semaines, il existe une liaison FA sur la région de Sarrebourg, Bitch, Sarreguemine, Phalsbourg (Moselle-Sud). Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARUTIONS

RECUEIL
Amateurs de poésie, un recueil de 21 textes poétiques illustrés, *Le Fil d'Ariane*, vient de paraître. C'est un recueil où se mêlent amour, révolte anarchisante et merveilleux. Son prix est de 25 F (les chèques à libeller à l'ordre de Guillaume Vauthier). Pour toute commande, écrire à : Guillaume, la Mistouffe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

Une partie des bénéfices sera offerte en soutien au groupe FA de Dijon.

PRESSE
La Commune libertaire n° 20 vient de paraître. La feuille gratuite du groupe Fresnes-Antony de la FA est disponible à son local, situé au 34, avenue Jean-Moulin, 92160 Antony. On peut se la procurer par courrier contre un timbre à 2 F 30, en écrivant à la même adresse.

BROCHURE
Le groupe Salvador-Haro de la FA et les « Amis de Pierre-Kropotkine » viennent de publier *Télévision : enjeux, rôles et pouvoir*, fascicule de 116 pages. Au sommaire : enfance et TV, un enjeu commercial et politique, désinformation au quotidien, de la passivité à la soumission. Prix : 55 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise de la FA diffuse 3 tee-shirts. Prix : 60 F l'un (port compris). Il s'agit : d'un « A » cerclé rouge sur fond noir ; d'un globe d'où émerge un « A » cerclé (noir sur fond blanc) ; de deux enfants s'embrassant, plus « A » (noir et rouge sur fond blanc). A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèques à l'ordre du CECL).

BROCHURE
Vous pouvez vous procurer la brochure *GROG Story*, qui raconte l'histoire du Groupe de Résistance et d'Opposition à la Guerre nantais en écrivant à l'adresse suivante : « Magazine Libertaire » (MW), Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Prix : 10 F (port compris). Chèques à l'ordre de C.P.

ANTIMILITARISME

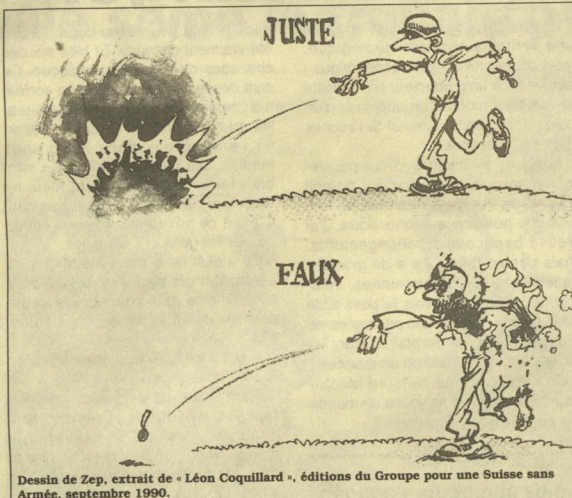
Solidarité avec François Wagnies

MARDI prochain, le 18 juin, à 8 h 30, François Wagnies est appelé à comparaître devant la chambre spécialisée dans les affaires militaires de Toulouse. Ceux qui ont lu nos derniers numéros savent déjà que François plaidera coupable devant ce tribunal d'exception. En effet, notre ami est réfractaire au Service national et ne se gêne pas pour dire ce qu'il pense de la guerre et du militarisme au grand dam de l'Etat des droits de l'homme » qui charge ses magistrats de châtier ces insoumis qu'il ne saurait supporter en son sein !

L'antimilitarisme, ça gratte !

Eh oui ! L'antimilitarisme, ça gratte l'Etat et ses valets ; ça leur fout de l'urticaire à tous ces guerriers d'hémicycle dont le courage consiste à envoyer, d'un air grave et pénétré de ferveur nationale, notre armée faire son travail de boucherie chirurgicale.

Les sénateurs, encore tout émus, après un hiver héroïque, ont décidé qu'il était temps de se ressaisir ! Trop c'est trop ! Les pacifistes, pire les antimilitaristes, les anarchistes n'ont qu'à bien se tenir ! Il faudra qu'ils la bouclent ! La Haute Assemblée a voté un projet de loi qui prévoit une répression accrue



Dessin de Zep, extrait de « Léon Coquillard », éditions du Groupe pour une Suisse sans Armée, septembre 1990.

en cas d'atteinte au moral des armées, par voie de presse ou par tout autre moyen de propagande !

On l'aura compris : le patriotisme et le militarisme consécutifs à l'après-guerre du Golfe font des ravages dans la classe politique !

Les événements de cet hiver nous ont montré, une fois de plus, quelle est la cause des Etats quels qu'ils soient : la course au pouvoir et à la domination dans n'importe quel domaine et à n'importe quel prix !

Les manifestations contre la dernière aventure guerrière étaient légitimes. Elles ne doivent pas rester qu'un souvenir de bonne conscience. Il faut absolument soutenir François Wagnies en faisant signer massivement la pétition de soutien, en inondant le tribunal de Toulouse de lettres de soutien et en venant nombreux à son procès.

Contre toutes les armées, luttons pour l'abolition de la conscription !

J.V.

EDITIONS DE L'APK

Cinq ans déjà !

Depuis plus de dix ans, le groupe Salvador-Haro (ex-groupe Pierre-Kropotkine) de la Fédération anarchiste centre son activité sur Argenteuil (Val-d'Oise). Il y a cinq ans, il nous a paru opportun de concrétiser notre travail de réflexion en lançant une série de publications.

En avril 1987, paraissaient *Les Luites de libération nationale en Amérique centrale* répercutant les soubresauts de cette région du monde. L'année suivante, *Turquie : de la dictature militaire à la démocratie musclée*, tombait à point nommé pour dénoncer le régime d'Ankara qui tentait de redorer son blason, après le coup d'Etat de septembre 1980. Ecrit toujours d'actualité puisque aujourd'hui encore, les prisons débordent d'opposants politiques. Le soulèvement kanak interpellant le mouvement libertaire, nous avons alors rédigé un fascicule, *DOM-TOM : réflexions et propositions anarchistes*, qui synthétisait, à l'époque, nos idées sur le problème. Elle fut d'ailleurs complétée par deux brochures présentant les dernières colonies françaises. Le renouveau indianiste à l'approche du 500^e anniversaire de la « découverte » du continent américain, le 10^e anniversaire de la révolution sandiniste en 1989 ne pouvaient nous laisser indifférents. Car que ce soit au Nicaragua ou dans les autres pays de la région, le « problème indien » n'est nullement résolu. C'est pourquoi nous publions *Sandinisme et minorité ethnique, la gauche latino-américaine face au mouvement indien*.

Notre dernière publication, *Télévision : enjeux, rôles et pouvoir*, présente toutes les facettes de cette « machine infernale ». Enjeux commerciaux mais aussi politiques, la télévision propage la désinformation pour mieux servir le pouvoir. Mais elle possède aussi un redoutable atout : pousser les téléspectateurs à la passivité. N'entretient-elle pas par là même la soumission ? (1)

En 1992, nous éditerons *Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme*. Un premier fascicule regroupera des textes rédigés actuellement. Il sera complété par un dossier de presse reprenant des articles parus dans la presse libertaire (des origines à nos jours). Nous nous permettons donc de faire appel aux lecteurs du *Monde libertaire*, afin qu'ils nous envoient la documentation en leur possession (photocopies), qui pourraient nous aider dans ces recherches.

Publications modestes de par leur conception et leur diffusion, elles n'en demeurent pas moins un outil au service de la pensée anarchiste.

Groupe Salvador-Haro

(1) Un compagnon a, d'ailleurs, lancé à titre individuel un bulletin, *Brisons nos chaînes !*, qui se veut radicalement anti-TV. Le n° 2 de ce bulletin est disponible depuis le mois de mai.

N.B. : toutes les brochures du groupe Salvador-Haro sont disponibles à la librairie du *Monde Libertaire* (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 28 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Le sommaire est le suivant : école autogérée de Bordeaux, IVG en danger, l'anarchisme comme alternative à la barbarie étatique et au chaos capitaliste, l'antimilitarisme et le pacifisme pour les lendemains de guerre, la presse « rampante », les Kurdes en France... Prix : 15 F. Tarifs d'abonnement : 90 F (port compris) et 165 F (abonnement militant). Il est vendu à Perpignan, dans les librairies suivantes : Infos, Torcatis, Le Futur Antérieur, Librairie catalane, A Toulouse : Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. Infos : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le collectif libertaire « Les mauvais jours finiront » publie le n° 2 de son journal (du même nom). Sommaire : dossier sur les nationalités, NTM, bilan de la décennie Mitterrand... En vente, pour 10 F, à la librairie Tropique, rue Elise-Gervais, ou au local du collectif libertaire, 19, rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Les mauvais jours finiront !, Retour en Chine : quand l'agitation sociale sème le trouble parmi l'élite, Editorial.
PAGE 2 : La confirmation fasciste : l'inégale répartition géographique du Front national.
PAGE 3 : Colère noire chez les Flamands Roses I, Billet d'humeur : c'est reparti pour un tour, En bref.
PAGE 4 : Les mauvais jours finiront ! (suite de la « une »), La réalité des chiffres du chômage.
PAGE 5 : Santé : la fièvre monte, Le congrès du Planning familial.
PAGE 6 : Retour en Chine : quand l'agitation sociale sème le trouble parmi l'élite (suite de la « une »).
PAGE 7 : A bâtons rompus avec François Béranger, Le Printemps des poètes, « La Chandelle sauvage » de Bobol Giloq, Sélection R.-L.
PAGE 8 : Solidarité avec François Wagnies, Editions de l'APK : cinq ans déjà I, Infos FA.

Edition d'affiche

L'ARMEE EMBAUCHE



elle te tend la main

FEDERATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT - 75011 PARIS

La librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) vend l'affiche (format 60X40) que l'Union régionale Méditerranée a édité. Prix : 5 F l'unité et 0,90 F pour des commandes à partir de 50 exemplaires (Chèques à libeller à l'ordre de Publico).